

Les programmes Gestion des risques de l'entreprise (GRE), l'assurance privée, et une comparaison avec les programmes aux États-Unis

Alan P. Ker

Professor, Department of Food, Agricultural and Resource Economics
OAC Research Chair in Agricultural Risk and Policy
Director, Institute for the Advanced Study of Food and Agricultural Policy
Managing Editor, *Canadian Journal of Agricultural Economics*

February 2021



Institute for the Advanced Study of Food and Agricultural Policy - FARE Department, University of Guelph

L'objectif principal est d'attirer des étudiants compétents dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture.

Le deuxième objectif est d'éclairer les politiques par la recherche.

- Trump à Biden: Implications pour l'agriculture canadienne (open access in *Revue canadienne d'agroéconomie* - <https://onlinelibrary.wiley.com/journal/17447976>).
- COVID-19 et les secteurs canadiens de l'agriculture et de l'alimentation : réflexions sur le début de la pandémie (*Revue canadienne d'agroéconomie* - <https://onlinelibrary.wiley.com/journal/17447976>).
- Modelling the Effects of ASF on Ontario's Hog Sector.
- Modelling Scenarios of Trade Liberalization in Canada's Dairy Industry.

Activités liées au GRE

Canada

- Un audit actuariel de l'organisation AgriCorp pour les auditeurs provinciaux.

États-Unis

- USDA-RMA Comité consultatif de recherche.
- Accord standard de réassurance entre le gouvernement et les assureurs privés pour USDA-RMA.
- Conception de la méthodologie de notation de rendement et de produits à base de surface pour USDA-RMA.
- Conçu des relativités de taux de couverture pour le programme APH pour USDA-RMA.
- Examineur actuariel expert sur de nombreux produits pour USDA-RMA.
- Conçu un jeu de notation pour "retain-cede" pour comparer les méthodologies de notation utilisées par USDA-RMA.

Institutions canadiennes GRE

- Le Canada est relativement unique en ce sens que la politique agricole n'appartient pas exclusivement au gouvernement fédéral, il la partagent avec les gouvernements provinciaux.
- Le Canada élabore des cadres politiques agricole qui durent généralement environ cinq ans, tout comme le Farm Bill américain.
- Les cadres politiques agricole sont négocié entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux avec la participation du secteur agricole.
- Des sociétés d'État provinciales (CB, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, et IPE) sont administrateurs de la plupart des programmes GRE au Canada.

GRE semble toujours être en cours de révision

- Avec raison → la plus grosse dépense monétaire pour des programmes agricoles nationaux.
- Beaucoup de questions à poser.
 - Quels sont les défis et les problèmes liés à l'ensemble des programmes actuelle?
 - Quels sont les programmes alternatifs?
 - Quel est le montant \$\$ nécessaire pour les options alternatives?
- **Changements (passés et futurs) semblent être motivé par le budget du GRE.**

Options Alternatives - GRE

- Augmente les taux de couverture de Agri-stabilité semblable aux taux prévus de Cultivons l'avenir 1.
 - tout comme Cultivons l'avenir, financée par le gouvernement.
 - financée par l'augmentation des co-paiements.
 - financée avec le retrait du programme Agri-investissement.
 - financée par la réduction des subventions du programme Agri-assurance.
 - financée par les réserves.
 - producteur paie la prime pour couverture de 70-85% et le gouvernement couvre les frais de fonctionnement.
 - combinaison des options ci-dessus.
- Introduire un programme de perte peu profonde
 - basé sur la zone?
 - financé par les primes aux producteurs. Les frais de fonctionnement sont couverts par le gouvernement pareil au Western Cattle Price Insurance Program.
 - purement privé?

Options alternatives

- Remplace Agri-stabilité avec une assurance des revenus.
 - des questions existent encore sur le co-paiement, les niveaux de couverture et les subventions.
 - moins de cout de transactions pour les producteurs et le gouvernement pour determiner et régler les réclamations
- Remplace l'Agri-stabilité avec un programme de marges de zone ou un programme de revenue
 - risques de bases.
 - des questions existent encore sur le co-paiement, les niveaux de couverture et les subventions.
 - moins de coût de transactions pour les producteurs et le gouvernement pour determiner et régler les réclamations
- Remplacer les niveaux de couverture basés sur le pourcentage par des niveaux de couverture basés sur la fréquence
 - Les garanties seraient basées sur une perte de 1/10, 2/10 ou 3/10 ans plutôt que sur un pourcentage du rendement, de la marge ou des revenus attendus

Participation des compagnies d'assurance privées dans l'agriculture canadienne

- propriétés, feu, etc.
- assurance contre la grêle.
- Global Agricultural Risk Solutions et autres compagnies d'assurance privées.
- certains sociétés d'État provinciales achètent de la réassurance privée malgré des surplus de 7,5 milliards de \$.

Assurance privé de rendement, de marge et de revenu représente une très petite partie du marché - pas seulement au Canada - mais dans tous les pays (développés et en développement).

Pourquoi si peu d'assurance privé de rendement, de marge et de revenu?

1) Les effets d'éviction?

- frais d'assurance privée:

- ① prime pure
- ② un rendement du capital qui reflète les risques inhérents
- ③ dépenses administrative et de fonctionnement
- ④ frais de réassurance

- Frais d'assurance publique

- ① prime pure
- ② frais de réassurance (seulement au Canada - bizarre)

2) Toujours l'option de s'auto-assurer

L'assurance privée peut-elle co-exister avec l'assurance publique

- Offres pour combler les lacunes de l'assurance publique (c.-à-d. Couverture des pertes peu profondes, comme la couverture de la marge agricole entière au-dessus 70%).
 - la plupart ont choisi de s'auto-assurer pour les pertes peu profondes, mais cela peut attirer des agriculteurs relativement peu risqués qui souhaitent une assurance supplémentaire pour combler les lacunes qui existent.
- Saisir les producteurs meilleurs et les plus souhaitables;
 - étant donné les subventions élevées avec les assurances publiques, les agriculteurs doivent être considérablement surchargés pour que privé soit moins cher.
- Attirer les agriculteurs qui ne veulent tout simplement pas souscrire d'une assurance publique
- Partenariat canadien pour l'agriculture a encouragé l'assurance privée en permettant aux primes d'assurance

Programmes d'assurance récoltes au États-Unis

- Le gouvernement américain offre une assurance-rendement spécifique à un produit, tout comme l'Agri-assurance du Canada, bien que les agriculteurs américains ont le droit de subdiviser leur exploitations en unités. Les subventions sont à peu près pareil.
- Le gouvernement américain offre assurance-revenus spécifique aux produits - non offert au Canada.
- Le gouvernement américain offre de l'assurance de rendement et des revenus de la superficie non offert au Canada.
- L'États-Unis offre une variété de produits à faible perte non offert au Canada.
- L'États-Unis n'offre pas un programme semblable au program Agri-investissement.

Les institutions canadiennes et américaines

- Le gouvernement américain fixe ou approuve les taux de prime (pareil au Canada).
- Le gouvernement américain approuve les produits d'assurance à offrir (pareil au Canada).
- Les assureurs privés (et courtiers en assurances) vendent des produits aux agriculteurs, *contrairement* les sociétés d'État provinciales sont administrateurs de programmes au Canada.

Les contrastes avec les États-Unis - Institutions

- Le gouvernement américain partage de manière asymétrique les gains / pertes de souscription d'une manière quelque peu convolutive avec les compagnies d'assurance afin qu'ils soient compatibles avec les incitations. Au Canada, tous les gains et pertes de souscription sont conservés auprès des sociétés d'État provinciales.
- Le gouvernement américain n'achète pas de réassurance privée pour leur livre d'affaires conservé, alors que la plupart des sociétés d'État provinciales achètent.
- Mécanisme permettant aux groupes de produits privés de soumettre des plans d'assurance aux États-Unis mais pas au Canada.

Sociétés d'État provinciales - 2019/2020 (\$ millions)

Province	Fund Balances	Reinsurance Costs	A&O Expense as a % of Premium
Colombie Britannique	n/a	n/a	n/a
Alberta	2,839.6	19.8	5.8%
Saskatchewan	2,336.2	24.7	7.4%
Manitoba	691.2	32.7	10.6%
Ontario	809.9	5.3	11.0%
Quebec	789.7	n/a	10.5%
Ile du Prince Edouard	n/a	n/a	n/a
Total	7,466.6	82.4	225.6

Note: Les réserves de fonds totalisent plus de 5 ans du budget du gouvernement pour GRE.

Sociétés d'État provinciales - Notes

- Les sociétés d'État provinciales sont moins coûteuses à gérer que le remboursement des frais administratifs et l'exploitation des entreprises privées aux États-Unis.
- Les sociétés d'État provinciales qui souscrivent à une assurance privé représentent le seul gouvernement public du monde développé, à acheter de la réassurance privée. FAC ne le fait pas. Le département de l'agriculture américain ne le fait pas.
- Les soldes des fonds reflètent que la méthodologie de notation actuarielle est biaisée en faveur de l'accumulation d'excédents, tout comme une compagnie d'assurance privée plutôt qu'un programme d'assurance publique.

End

Une grande partie de ce qui a été présenté ici est tirée d'une longue présentation (2 heures) intitulée "Canadian BRM Programs under Review: A Study of Syntax and Mythical Changes" lors de la conférence politique 2020 de la Société canadienne d'agroéconomie.

Merci pour l'invitation.

aker@uoguelph.ca